

23/10/84

MUNYANTWALI Eustache

EDUCATION ET DEVELOPPEMENT NATIONAL AU RWANDA :
ELEMENTS POUR UNE NOUVELLE STRATEGIE DE
L'EDUCATION

Kigali, le 20 octobre 1984.

EDUCATION ET DEVELOPPEMENT NATIONAL AU RWANDA : ELEMENTS
POUR UNE NOUVELLE STRATEGIE DE L'EDUCATION .

Introduction :

Nul ne peut, à l'heure actuelle, contester le rôle de l'éducation dans le développement d'un pays. L'importance des efforts consacrés dans ce secteur témoignent de l'espoir que beaucoup de pays attachent à l'éducation.

Cependant, l'importance exagérée attachée à l'éducation scolaire au détriment de l'éducation extrascolaire a montré que les problèmes ne sont et ne seront pas toujours résolus.

Et comme le dit bien Arthur T. PORTER, " il est probable qu'à court terme, compte tenu du fort pourcentage d'analphabètes, toute stratégie qui ne dépendrait que de ce système ne pourrait satisfaire les besoins et les aspirations de ce pays! "

Le présent exposé a pour objet d'étude l'éducation prise comme un tout. Nous visons un triple objectif : d'abord, montrer à quel point l'éducation scolaire et l'éducation extrascolaire doivent désormais être liées pour répondre à des problèmes critiques de développement; ensuite, aider les responsables à trouver des possibilités réelles et des moyens nouveaux d'associer les deux types d'éducation, aucun pays du Tiers Monde ne devant se permettre d'entretenir deux systèmes d'éducation concurrents; enfin, relever les difficultés de planification résultant d'une telle conception intersectorielle de l'éducation.

Pour mener cette réflexion à bonne fin, nous sommes parti de trois hypothèses de base. Premièrement, l'éducation scolaire n'a pas pu résoudre tous les problèmes de développement national et a, donc, déçu les espoirs mis en elle. Deuxièmement, la réforme de l'enseignement ne peut, à elle seule, pas plus que par le passé, résoudre toutes les questions que pose le développement du Rwanda. Troisièmement, la planification de l'éducation doit être revue dans le sens de lier l'école et l'université à l'éducation extrascolaire pour répondre aux exigences du développement.

.../...

1. Etat de développement de l'éducation au Rwanda :

X 1.1. L'éducation de type scolaire :

Après l'indépendance, le Rwanda, comme la plupart des pays en voie de développement, s'est efforcé de développer son système scolaire et a accéléré l'admission des élèves dans les écoles.

1.1.1. L'enseignement primaire :

L'enseignement rwandais doit être considéré comme une partie intégrante de la révolution sociale de 1959. En effet, l'une des revendications de cette époque était l'égalité des chances devant l'éducation. C'est pourquoi dès l'indépendance un accent particulier fut mis sur le développement quantitatif de l'enseignement élémentaire. En 20 ans, les effectifs de ce niveau sont passés de 315.852 élèves en 1962 à 811.000 en 1982, soit un accroissement de 156,72%. Ce qui n'est pas très élevé quand on sait que la scolarisation est obligatoire et gratuite. En effet, le taux de scolarisation au primaire atteint à peine 60 % et celui des enfants de 7 ans, 65 %. Le gouvernement rwandais prévoit d'accroître le taux de scolarisation des enfants de 7 ans pour l'amener à 84% en 1986 et à faire passer les effectifs de tout le primaire à 1.025.000 élèves en 1986-1987.

Quant en ce qui concerne l'encadrement, l'accroissement des effectifs scolaires a eu comme conséquences l'introduction de la double vacation en 1962 et l'augmentation du nombre d'enseignants qui est passé de 4.695 en 1962-1963 à 14.434 en 1982-1983, soit une augmentation d'environ 208%. Le taux d'encadrement est passé de 1/67 à 1/56 pour la même période, ce qui marque une nette amélioration.

Concernant la structure, la réforme scolaire de 1979 l'a remaniée et a fait porter les années du primaire de 6 à 8 ans. De même, les programmes en ont été affectés, introduisant dans la nouvelle structure la ruralisation de l'enseignement primaire (surtout dans les classes des 7èmes et des 8èmes années) et l'enseignement en kinyarwanda pour le niveau primaire.

Par la nouvelle réforme, tous les problèmes n'ont pas évidemment été disparu, certains d'entre eux restent et d'autres naissent. Nous citerons notamment la pénurie du personnel enseignant, l'insuffisance des locaux scolaires et du matériel, les problèmes de sources de financement. Concernant le matériel scolaire, la mise sur pied d'une imprimerie scolaire a permis de résoudre pas mal de difficultés mais le chemin reste encore long. De même la création d'un Bureau Pédagogique du primaire et de l'enseignement rural et artisanal intégré a permis aussi de résoudre en partie le problème des programmes scolaires.

.../...

1.1.2. Enseignement rural et artisanal intégré :

Précédemment appelé enseignement post-primaire et comprenant les sections familiales, artisanales et rurales, l'enseignement rural et artisanal intégré est une création de la réforme scolaire de 1979. Tout en poursuivant les mêmes objectifs presque que ses anciennes composantes, il constitue une suite logique aux classes de 7ème et 8ème années du primaire : insister sur les travaux et ^{les} métiers agricoles et d'élevage. Il accueille les enfants qui terminent le primaire et qui n'ont pas la chance d'accéder au secondaire. Il se caractérise, cependant, malgré les bonnes volontés, par sa répartition géographique disproportionnée et son incapacité à couvrir les besoins, c'est-à-dire que tous les enfants qui ne peuvent accéder au secondaire ne peuvent y avoir de places. On est obligé encore de faire là-bas des sélections !

1.1.3. L'enseignement secondaire :

De l'indépendance jusqu'aujourd'hui plusieurs changements se sont produits à ce niveau : introduction et suppression des troncs communs ou cycles d'orientation, des écoles normales techniques auxiliaires et des écoles de moniteurs auxiliaires, la professionnalisation de l'enseignement secondaire, etc... Le malheur c'est qu'aucune évaluation de l'une ou l'autre action entreprise n'a jamais eu lieu ; on supprimait ce qu'on ne voulait plus !

Du point de vue quantitatif, le nombre d'élèves est passé de 4.173 en 1962/63 à 14.230 en 1982/83, soit une augmentation de 241% ; le nombre de professeurs de 400 à 1.037 pour la même période, soit un accroissement d'environ 160% et le nombre d'établissements de 24 à 77, soit une augmentation de 220 %. Si l'accroissement du nombre d'écoles a suivi de près celui des effectifs, le taux d'encadrement est resté à un niveau très bas.

Du point de vue qualitatif, on peut noter un accroissement du nombre de professeurs qualifiés passant de 40,4 % en 1962/63 à 69,2% en 1982/83, la création d'un Bureau Pédagogique de l'Enseignement Secondaire, la rwandisation des cadres dont le pourcentage des Rwandais est passé de 35,8% en 1968/69 à 73,5% en 1982/83 et la professionnalisation de la formation.

Remarquons cependant que la carte scolaire du secondaire reste encore mal distribuée sur tout le pays (3 préfectures regroupent plus de la moitié des élèves et des écoles : Butare(22,9%), Kigali(18,9%) et Gitarama(14,1%), soit au total 56%, en 1982/83); que la proportion des

.../...

élèves qui accèdent au secondaire reste faible (pour 1000 élèves du primaire, on ne compte que 19 places offertes dans le secondaire, 12 aux garçons et 7 aux filles, en 1982); et que la proportion des filles au secondaire ne semble pas s'améliorer (36,2% en 1982/83 contre 34,3% en 1972/73).

1.1.4. L'enseignement supérieur :

L'enseignement supérieur rwandais est né après l'indépendance. La structure actuelle comprend : l'Université Nationale du Rwanda, le Grand Séminaire de Nyakibanda, et l'Ecole Supérieure Militaire. L'Université Nationale du Rwanda actuelle est le résultat de la fusion entre l'ancienne U.N.R. et l'Institut Pédagogique National (I.P.N.), 1981. Les effectifs de cette institution se sont accrus de 2582,23%, passant de 51 en 1962/63 à 1368 en 1983/84 et le personnel enseignant de 1368,7% passant de 16 à 235 pour la même période.

Du point de vue qualitatif, on peut noter l'amélioration de la qualification de ses professeurs (16 docteurs en 1974 à 58 docteurs en 1982), la création des centres de recherche (Centre d'Etude et d'Application de l'Energie au Rwanda = C.E.A.E.R. et Centre Universitaire de Recherche sur la Pharmacopée et la Médecine Traditionnelle = CURPHAMETRA), la professionnalisation des deux cycles, l'utilisation rationnelle des ressources par la fusion de l'U.N.R. et de l'I.P.N. en une même institution.

Mais des problèmes subsistent tels que la préparation des diplômés du campus de Butare à l'enseignement (celle-ci n'est pas prévue dans la loi), la qualification du personnel enseignant et scientifique, les conditions de travail des professeurs et des étudiants, l'absence d'ouverture de l'U.N.R. sur le milieu, etc...

x 1.2. L'éducation extra-scolaire

Le développement du secteur éducatif extrascolaire se caractérise, par une dispersion des efforts et l'influence très marquée des initiatives privées. Différents départements ministériels et organismes privés, ~~Différents départements ministériels~~ s'occupent de cette forme d'éducation. Il en est de même de certaines organisations bénévoles.

x 1.3. Evaluation

Pendant vingt ans d'indépendance nationale l'école n'a pas pu résoudre les problèmes que pose le développement du Rwanda. Et cette constatation se remarque dans plusieurs rapports d'évaluation de l'enseigne-

.../...

ment. Ainsi dans l'exposé de motifs de la Réforme de l'enseignement de 1979, on peut lire que l'enseignement rwandais est inadapté à la réalité sociale, économique et culturelle du Rwanda.

De même l'enseignement n'a pas pu absorber tous les enfants et adolescents en âge de scolarité. Le taux d'alphabétisation reste aujourd'hui bas (63% en 1982-1983). Il n'a pas pu non plus éloigner l'analphabétisme dont le taux reste encore élevé (63%). Les conditions de la population rurale restent précaires et même vont en s'empirant. Ainsi, le revenu par tête reste l'un des plus bas du monde : 20.336 FRW. La malnutrition, les maladies résultant de mauvaises conditions hygiéniques, l'ignorance causée par l'absence d'information, le retour à l'analphabétisme, etc, ..., autant de problèmes qui illustrent bien cet état de chose.

Alors, que faire ? Il faut agir, agir par l'entremise d'une autre stratégie plus soucieuse de la vie et des conditions de la population rwandaise, rurale surtout.

2. Vers une redéfinition de la politique d'éducation : nécessité d'une planification intersectorielle de l'éducation :

2.1. Exigences de la société rwandaise vis-à-vis de l'éducation ou problématique du développement national :

Le Rwanda, comme la plupart des pays en voie de développement, est un pays qui se cherche, qui veut se définir, qui veut améliorer les conditions de vie de sa population. Il est alors normal que l'éducation qu'il se dote doit différer de celle des pays développés parce que, là, les besoins sont très différents, les moyens financiers et logistiques ne sont pas les mêmes, le niveau moyen de connaissances générales n'est pas le même aussi. Les mesures que nous prendrons différeront de celles que ces pays avancés prendront. Il s'agit surtout, chez nous, d'intégrer l'éducation dans une politique globale de développement. Nous ne pouvons plus nous offrir le luxe de développer l'école et d'ignorer la majorité de nos populations. Surtout aujourd'hui où les places dans ce monde sont devenues une occasion de lutte.

Et comme le dit le Président NYERERE, " nous [redacted] devons d'abord éduquer les adultes. Leur influence est plus directe. Leurs attitudes ont une portée dès maintenant". Nous devons amener la population à comprendre les plans établis en vue du développement pour qu'elle contribue aux changements nécessaires, qu'elle puisse être disposée à agir et en acquiert la capacité.

.../...

Jusqu'aujourd'hui, les "produits" du système scolaire ont une envie folle de s'installer en ville, au lieu d'aller transformer les campagnes. On retrouve ainsi à Kigali, 84 % des cadres supérieurs. Il faudrait faire un effort pour intégrer l'éducation des adultes dans le processus de développement. Nous devons former des gens dont le développement a le plus besoin et faire en sorte que cette formation vise la promotion collective au lieu d'une bande de gens favorisés.

Les exigences de la société rwandaise vis-à-vis de l'éducation découlent des plans de développement socio-économique et culturel. Il s'agit notamment de former des gens consciencieux soucieux d'améliorer la production pour viser l'objectif d'auto-suffisance alimentaire, donc capables de stimuler l'agriculture, de former des gens dont on a le plus besoin dans les différents secteurs de l'économie et non des futurs "chômeurs déguisés", d'accroître la scolarisation des enfants en âge scolaire, de ruraliser la formation au niveau primaire et post-primaire, de diversifier la formation et les moyens de formation, d'orienter la recherche sur le milieu, d'améliorer les conditions sanitaires de la masse par une médecine préventive et par une amélioration de l'hygiène ambiante (évacuation d'ordures et d'eaux usées, latrines publiques, l'habitat et l'habillement), développer et épanouir la culture nationale, diversifier les loisirs, etc.

Quand les Rwandais seront bien nourris, bien vêtus, bien logés, bien portants, quand ils comprendront leur rôle dans le progrès national et mondial, quand ils sauront entretenir l'hygiène autour d'eux quand ils comprendront que leur avenir se trouvent entre leurs mains, quand ils sortiront de l'ignorance avilissante et du fatalisme, ce jour-là l'éducation aura satisfait aux exigences de la société rwandaise vis-à-vis d'elle.

2.2. Ecole et demande sociale d'éducation :

Dans la première partie de cet article, nous avons montré comment la demande de nouvelles possibilités d'éducation est allée s'accroissant depuis l'indépendance nationale jusqu'aujourd'hui. Cette demande ne peut plus concorder avec les possibilités et les ressources réelles du pays et, partant, des approches traditionnellement détenues. En effet, en dépit des efforts énormes consentis en installations et constructions scolaires, un nombre croissant de jeunes d'âge scolaire ne sont pas scolarisés. Le taux de scolarisation au primaire reste autour de 49% et va même en décroissant puisqu'il était de 61% en 1962-1963. Le taux d'analphabétisme, lui, est encore de 63 % .

.../...

Et comme le notent Edgar OWENS et Robert SHAN (Le développement : une conception nouvelle. Paris, Edit. Intern. 1974, p.214), " si les formes institutionnelles de l'enseignement sont le seul système qui fonctionne des millions d'enfants resteront en marge du développement. Il en sera de même des millions d'analphabètes qui ont atteint ou dépassé l'adolescence. En outre, les activités de production d'un pays sont entre les mains des adultes, et non des enfants".

2.3. Ecole et monde du travail :

Depuis l'indépendance, l'école a été appelée à former surtout des cadres dont l'administration, les services, l'enseignement, avaient le plus besoin. Elle a formé surtout des cadres moyens et supérieurs et a négligé les ouvriers qualifiés et les cadres d'exécution destinés au monde rural, comme si la formule de Rousseau "le pauvre n'a pas besoin d'éducation" en constituait la devise.

La difficulté majeure est qu'une coordination générale est absente. En effet, les ministères qui gèrent l'enseignement ne distribuent pas les emplois. La planification des ressources humaines a fait défaut. Certes la réforme scolaire en cours prévoit de mettre sur des programmes qui permettent aux élèves n'importe où qu'ils quittent le système d'être rentables, mais ce n'est pas pour autant que tout est réglé automatiquement.

L'expansion de la scolarisation va plus vite que l'accroissement de l'économie et de la création d'emplois. Le marché du travail reste donc faible et les structures de l'emploi sont une copie de ce qui existe dans les pays développés. Malheureusement, l'emploi dans les zones rurales ne peut être structuré selon des critères typiquement économiques adoptés dans les pays avancés. Ce qui provoque souvent un désajustement entre l'emploi et l'enseignement. Mettant à profit les approches actuellement connues, les planificateurs veulent intégrer les plans d'enseignement aux plans globaux de développement et adapter le système d'enseignement aux exigences de l'emploi et c'est notre point de vue.

2.4. Education et développement du monde rural :

Si nous mettons l'accent sur le monde rural, c'est qu'il est, jusqu'aujourd'hui, le plus négligé. En effet, les conceptions de l'éducation ont été volontairement orientées vers le monde urbain. Au sens large du terme, le développement rural signifie la transformation du monde rural c.à.d. la modification des méthodes de production et des institutions

.../...

économiques, des infrastructures sociales et politiques et des rapports entre les hommes. Cela suppose aussi l'accroissement de la production des revenus, la répartition équitable de ceux-ci, l'augmentation des emplois, la réforme agraire, l'amélioration de la santé, de la nutrition et du logement des ruraux, des possibilités accrues d'éducation permanente, l'institution des coopératives, la lutte contre la pauvreté, la promotion de la justice, etc.

Toutes ces actions nécessitent des programmes dans deux sens : la transformation de l'éducation telle qu'elle existe actuellement et la transformation du monde rural par des actions économiques et sociales fournissant aux populations les moyens dont ils ont besoin. Il faut donc associer l'expérience de la vie à l'acquisition des connaissances pour que la population puisse apprendre à tirer profit de sa situation et à utiliser les techniques modernes.

Et comme le notent Edgar OWENS et Robert SHAN (op.cit., p.220), "enseigner signifie tout d'abord faire comprendre à l'enfant en quoi consiste le fait d'être canadien ou brésilien, musulman ou indien, occidental ou africain".

L'enfant et l'adulte doivent d'abord comprendre les problèmes du Rwanda avant de porter un intérêt sur "l'international". C'est en comprenant ces problèmes qu'ils envisageront des solutions adéquates résultant de leur imagination créatrice.

2.5. Redéfinir la planification de l'éducation :

Nous venons de relever les problèmes que rencontre la conception actuelle de la planification de l'éducation qui ne se limite qu'au monde scolaire et qui ne peut satisfaire les deux forces en présence : la demande sociale d'éducation et la demande du développement national.

Il faudra alors s'orienter vers une autre voie. La voie que nous préconisons, dans cet article, est celle qui vise au rapprochement et à l'intégration de toutes les formes d'éducation qui existent, pour atteindre une meilleure conception de l'éducation pour le développement; il s'agit de mettre sur pied une planification intersectorielle de l'éducation.

Plusieurs facteurs sociaux, économiques et culturels militent en faveur de cette conception plus réaliste : la demande sociale d'éducation qui va en s'accroissant à un rythme supérieur aux possibilités d'absorption du système scolaire, les dépenses écrasantes de l'école, la conception nouvelle et élargie du développement (celui-ci est

.../...

une affaire de toute la population), le concept d'éducation qui s'élargit aussi et la notion d'éducation permanente qui s'étend, la rationalité de la planification, le chômage (réel ou déguisé) des diplômés, le déséquilibre entre la compétence des jeunes, "produits de l'école", et les besoins de l'économie, l'exode rural, le médiocre rendement de l'enseignement (échecs, abandons et redoublement).

Dès lors, on comprend aisément pourquoi une vision nouvelle de la planification de l'éducation s'impose. L'école devient alors un centre d'information, de documentation et de formation pour la collectivité entière. Ce qui permet de créer des liens entre l'école et la société d'une part, l'école et les autres formes d'éducation d'autre part. Les exemples d'interrelation sont nombreux. On peut citer comme exemples, le partage d'enseignants (pour des projets tels que ceux liés à la santé, à la nutrition, à la production agricole, à l'élevage, à la planification familiale), l'intégration des élèves des autres formes d'éducation dans le système scolaire, l'échange des méthodes de formation.

L'éducation devrait donc être planifiée dans une perspective plus large et plus ouverte, celle qui peut être définie comme une tentative systématique de collaboration de toutes les personnes physiques ou morales compétentes en matière de formation et de développement. Ainsi tous les départements chargés du développement devraient être impliqués dans tous les plans intéressant l'éducation, la coordination revenant au Ministère du Plan. La vraie stratégie pour le développement implique des moyens de coordination à envisager : l'association des enseignants aux programmes de développement rural et urbain, l'évaluation du savoir acquis, la définition du rôle de chaque organisme dans la préparation et la formation professionnelles, la décentralisation des services de formation au niveau des préfectures et des communes, la collaboration de tous à l'éducation.

A partir de ce moment, l'éducation cessera d'être gérée de façon décousue et anarchique et deviendra peu à peu réfléchie et planifiée. La planification que nous envisageons ici a un rôle décisif dans toute tentative pour accélérer et égaliser les chances d'accès à l'éducation, accorder la priorité aux zones rurales et aux couches sociales les plus défavorisées, établir un équilibre entre l'éducation et l'emploi, articuler de manière solide et permanente l'éducation de type scolaire et les autres formes d'éducation. Elle permettra au système éducatif rwandais de se dépasser, c.à.d. d'atteindre un refus

.../...

